

Annali della Fondazione Luigi einaudi, vol IV (1970)

Autor(en): **Tobler, Hans Werner**

Objekttyp: **ReferenceList**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse
d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **22 (1972)**

Heft 4

PDF erstellt am: **21.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

vember 1938 in Budapest statt: bei der Behandlung der neuen Geschäftsordnung des Abgeordnetenhauses erlitt die Regierung eine Abstimmungsniederlage. István Bethlen, der selber zehn Jahre lang Ministerpräsident gewesen war und der den ungarischen Parlamentarismus und die Wahlmethoden wie kein anderer kannte, bemerkte beissend: «Der verfassungsmässigste Ministerpräsident der letzten Jahrzehnte ist eben Béla Imrédy, weil er durch das Parlament gestürzt wurde». Wegen dieser Abstimmungsniederlage, welche eine direkte Folge der Parteispaltung war, bot Imrédy dem Reichsverweser Horthy seine Demission an. Überraschenderweise lehnte aber dieser, wahrscheinlich auf aussenpolitische Gründe Rücksicht nehmend, die Abdankung ab und hielt den Ministerpräsidenten noch bis Februar 1939 im Amt. Imrédys Demission wurde endlich dadurch erzwungen, dass man ihm, dem Antisemiten und Verfasser der Judengesetze, eine jüdische Urgrossmutter nachweisen konnte. Diese, für einen Nationalsozialisten keineswegs vorteilhafte Abstammung hinderte die Berliner Regierungs- und Parteikreise jedoch nicht daran, Imrédy weiterhin Vertrauen zu schenken und seine politischen Ambitionen weiterhin zu unterstützen.

Um seinen Forderungen grösseres Gewicht zu verleihen und seine Machtübernahme vorzubereiten, gründete Imrédy Ende 1940 eine neue Partei, die «Partei der Ungarischen Erneuerung» und nahm mit dieser Partei den Kampf gegen die einander ablösenden Kriegskabinette auf. Die «Partei der Ungarischen Erneuerung» sah ihre Hauptaufgabe darin, in Ungarn eine rechtsradikale Diktatur zu verwirklichen. In diesem Bestreben war sie aber nicht allein, mehrere kleinere und grössere nationalsozialistische Gruppierungen hatten dieses Ziel ebenfalls auf ihre Fahnen geschrieben und als es 1944 in Budapest zur Machtübernahme der Faschisten kam, wurde von Deutschland der aus einer anderen rechtsradikalen Partei stammende Szállassy und nicht Imrédy bevorzugt.

Zusammenfassend kann man sagen, dass die politische Entwicklung Imrédys parallel zur internationalen Lage und zur Einengung der Manövrierfähigkeit Ungarns ging. Aus dem konservativen, rechtsstehenden Wirtschaftsfachmann war innert einiger Jahre ein rechtsradikaler, faschistischer Politiker geworden, und diese Entwicklung der Persönlichkeit Imrédys hat der Verfasser in seinem Werk gut geschildert. Als einen grossen Mangel des Buches muss man das Fehlen eines Resümees in einer der Welt-sprachen bezeichnen, weil dadurch für den fremdsprachigen Historiker die Darstellung von Sipos unerschlossen bleibt.

Zürich

L. Lukacsy

Annali della Fondazione Luigi Einaudi, vol. IV (1970). Torino, 1971. In-8°, 734 p.

La partie essentielle de ce volume IV (p. 195 à 596) est consacrée aux problèmes de l'Amérique latine. 16 auteurs, dont la moitié latino-américains,

traitent les aspects les plus divers du sub-continent. Economistes, sociologues et historiens, leur sujet est l'Amérique latine économiquement sous-développée et à la recherche d'une difficile voie d'émancipation, émancipation soit de la dépendance extérieure, soit de structures internes conçues comme oppressives pour la grande majorité des habitants de la région. C'est donc dans l'approche « critique » envers les institutions politiques et sociales de l'Amérique latine ainsi qu'envers un système économique international dont l'Amérique latine n'est vue que comme une partie dominée – conception partagée dans une large mesure par les divers auteurs –, qu'on pourrait voir une sorte de dénominateur commun des études réunies dans cette collection. Quant aux sujets traités, la variété est en revanche très grande, allant des problèmes de domination internationale, de structure agraire et de certaines formes de vie rurale jusqu'à une évaluation de la « guerrilla » latino-américaine, à la description du rôle politique des militaires péruviens et à l'analyse de la composition sociale de la gauche chilienne ou à la formation idéologique de José Carlos Mariátegui. Si cette collection d'articles que nous présente l'éditeur Salvatore Secchi, collaborateur de la Fondation Einaudi, manque par conséquent un peu de la cohérence interne d'un bon « reader » sur l'Amérique latine (nombreux aux Etats-Unis mais rares encore en Europe), elle a néanmoins le mérite de présenter d'importants résultats de recherche et de nous faire connaître la position de latino-américanistes particulièrement engagés – latino-américains ou non.

Vue l'ampleur de cette collection d'essais, nous nous contenterons dans ce bref compte rendu d'entrer un peu plus en détail dans la matière des deux thèmes dont s'occupent la plupart des articles ici réunis : l'influence des mécanismes internationaux sur l'Amérique latine et les problèmes qui résultent de sa structure agraire et de certains modes de vie de la société rurale.

Le sous-développement économique de l'Amérique latine est un phénomène complexe. Au moins dans quelques pays, par exemple au Brésil et au Mexique, sous-développement ne veut point dire non-développement. Des taux de croissance économique impressionnants sont là pour démentir les théories (en vogue encore dans les années quarante et cinquante) qui concevaient la région arriérée et immuable, dominée par une agriculture quasi-féodale et, par là, incapable d'une transformation rapide et profonde. Mais, affirme Fernando Henrique Cardoso, sociologue brésilien, dans son essai « Industrialisation, dépendance et pouvoir en Amérique latine », il ne faut pas non plus confondre croissance industrielle avec développement économique authentique et capable d'intégrer successivement et de manière productive les masses majoritaires et marginalisées aujourd'hui dans une société de type industriel et de consommation, comme le soutiennent les partisans d'une « théorie du développement » d'origine anglo-saxonne. Car le « développement » latino-américain n'est pas un développement autonome, mais extérieurement « dépendant ». Les décisions stratégiques dans le domaine

de l'économie « nationale » – par exemple en ce qui concerne le choix, socialement d'une extrême importance, du niveau technologique et, par là, de la demande de main-d'œuvre – ne se font souvent pas dans les pays « périphériques » de l'Amérique latine mais dans les « métropoles ». Et ce qui importe à ces intérêts « métropolitains », souligne Cardoso, est avant tout le maintien d'un marché de consommateurs stable, même si ce marché ne comprend, comme c'est le cas dans les pays latino-américains les plus avancés, qu'une fraction mineure et privilégiée de la population entière.

Il n'est donc pas étonnant que plusieurs auteurs s'occupent particulièrement des diverses formes de domination extérieure que subit l'Amérique latine et qui sont vues comme un facteur déterminant du sous-développement actuel de la région. Ainsi, Salvatore Secchi dans son stimulant essai « Le problème historique du sous-développement en Amérique latine – la décennie de l'Alliance pour le progrès » nous présente la dimension historique du problème, tandis que deux auteurs chiliens, Orlando L. Caputo et Roberto R. Pizarro, dans leur étude « Le capital étranger : utopie du « *desarrollismo* » », attaquent de manière véhémence la position de la « CEPAL » (Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine) envers le capital étranger, trop positive et « idéaliste » aux yeux des auteurs. Si leur critique n'est certes pas sans fondement dans son ensemble, elle nous paraît cependant trop globale, surtout en ce qui concerne leur refus ferme même des crédits publics d'origine étrangère : position d'un socialisme « puriste » qui contraste singulièrement avec l'attitude du président chilien Salvador Allende, socialiste lui aussi, qui, récemment, a dénoncé précisément la diminution marquée de ces crédits destinés à son pays comme une « manœuvre impérialiste ».

Les aspects agraires et ruraux de la société latino-américaine sont traités, eux aussi, dans plusieurs études. Antonio Garcia, économiste colombien, nous présente un essai de typologie des réformes agraires en Amérique latine. James Petras et Robert La Porte, nord-américains, analysent l'évolution de la position des Etats-Unis envers un changement des structures agraires latino-américaines au long de « l'Alliance pour le progrès ». Ils montrent comment la position originale de Kennedy de 1962, favorable à un changement de structures en faveur des populations rurales sans terre, a été remplacée progressivement jusqu'en 1968 – reflétant ainsi une stratégie de plus en plus antiréformiste – par une attitude unilatérale en faveur d'un développement agricole, donc de progrès technique sans aucun changement dans les relations sociales et politiques. Rodolfo Stavenhagen, sociologue mexicain, nous donne, de manière concise, le bilan de la réforme agraire mexicaine. Si la distribution de terres a eu lieu dans une assez grande mesure dans les années trente, la simple possession d'un lot de terre sans les éléments nécessaires pour le travailler de la manière la plus efficace se révèle aujourd'hui insuffisante. La « voie révolutionnaire » du Mexique qui a fait surgir, aux côtés des « minifundistas » pauvres et des journaliers sans terre,

une nouvelle bourgeoisie de propriétaires modernes et efficaces, n'est donc pas non plus un modèle qui aurait résolu de manière définitive ce problème urgent des campagnes latino-américaines. D'une manifestation particulière de la crise de la société rurale traditionnelles'occupe Maria Isaura Pereira de Quiroz, brésilienne, dans son intéressante contribution «Mythes messianiques et transformation de la société traditionnelle au Brésil». Les mouvements messianiques, phénomènes particulièrement fréquents dans les campagnes brésiennes jusqu'à une date assez récente, sont présentés comme une tentative, généralement couronnée de succès, de réorganisation sociale d'une société très souvent désorganisée par de nombreuses luttes de clans.

En somme, une collection d'études stimulantes et d'une grande diversité d'aspects et de perspectives. Sa lecture est vivement recommandée à tous ceux qui s'intéressent à l'Amérique latine; espérons que le fait qu'elles sont écrites en italien ne réduira pas trop le groupe de ses lecteurs possibles.

Zurich

Hans Werner Tobler